

Violences politiques contre la liberté d'expression : le défenseur des droits de l'homme Alexandre Gaponenko à nouveau arrêté à Riga

écrit par Nicolas Faure | 27 février 2025





25 février 2025

Par Dragana Trifković, Directrice générale du Centre d'études géostratégiques de Belgrade »



La situation concernant la liberté d'expression en Europe a atteint un point critique, comme l'a souligné le vice-président américain, J.D. Vance, lors de la récente conférence sur la sécurité, à Munich. Il a évoqué plusieurs exemples illustrant la répression et la censure croissantes de la part des États européens à l'encontre de leurs citoyens. Selon lui, « **il n'y a pas**

de sécurité si l'on craint les voix, les opinions et de la conscience de son propre peuple ». Vance a insisté sur le fait que la crise à laquelle l'Europe fait face aujourd'hui est une crise auto-infligée.

Un exemple emblématique de cette répression est le cas du professeur Alexandre Gaponenko, récemment arrêté en Lettonie au motif d'avoir exprimé ses opinions lors d'une conférence organisée par l'Institut de la Communauté des États indépendants (CEI). Gaponenko, interdit de quitter la Lettonie, a participé à cette conférence par vidéo, où il a abordé des sujets sensibles concernant la situation en Lettonie, tels que l'interdiction de la langue russe, les restrictions culturelles et les révisions historiques, et a également évoqué le *« génocide de la population russe dans les pays baltes comme facteur de préparation à la guerre contre la Russie »*.

Professeur à l'Institut d'études européennes de Riga, Gaponenko est également un défenseur des droits de l'homme et un opposant ferme à l'abolition de la langue russe. D'origine ukraino-polonaise, il s'est toujours engagé pour les droits des apatrides en Lettonie, une population en grande précarité en raison de la Loi sur la restauration des droits des citoyens de la République de Lettonie, entrée en vigueur en 1991. **Cette législation a conduit à l'attribution du statut d'apatride à des centaines de milliers de personnes, principalement d'origine russe, les privant de leurs droits fondamentaux, comme celui de voter ou d'obtenir un passeport. Cette situation existe également en Estonie,** où un grand nombre de personnes vivant sur le territoire restent apatrides, ne bénéficiant ni de la citoyenneté de leur pays de résidence ni d'un autre État.

Le statut d'apatride constitue une violation flagrante

des droits de l'homme, car il prive les individus de toute appartenance à un État. Une telle situation, inimaginable dans d'autres régions du monde, perdure au XXIe siècle dans des pays de l'Union européenne.

Un autre acte marquant de la résistance de Gaponenko a été un rassemblement organisé en 2018 à Riga contre l'interdiction de la langue russe et la suppression des droits culturels. Il a dénoncé la réforme de l'éducation en Lettonie, qui prévoit la suppression de l'enseignement en langue russe, et a souligné que cette réforme violait les dispositions du Statut de Rome sur les persécutions politiques et ethniques. Après ce rassemblement, il a été arrêté et condamné à une peine de prison avec sursis pour « tentative de renversement du gouvernement et incitation à la haine interethnique ».

Ce cas n'est malheureusement pas isolé. D'autres militants en Lettonie ont été victimes de répressions politiques similaires. En 2022 par exemple, le publiciste Vladimir Linderman a été arrêté pour ses opinions divergentes concernant le conflit entre la Russie et l'Ukraine. Des arrestations similaires ont eu lieu en Estonie, où des journalistes et des personnalités publiques ont été poursuivis pour leurs opinions politiques, comme ce fut le cas de la journaliste Svetlana Burceva, condamnée à six ans de prison pour « trahison » et « violation des sanctions », ou encore celui d'Aivo Peterson, un citoyen estonien également accusé de trahison après une mission humanitaire en Donbass.

Les accusations portées contre ces militants sont souvent montées de toutes pièces, fondées sur l'inadmissibilité politique de leurs opinions, qui divergent de celles de l'establishment. C'est exactement ce dont parlait Vance à la Conférence sur la sécurité. L'Union européenne semble étouffer la démocratie et la liberté, et une question se pose : comment influencer sur

cette situation alarmante qui conduit à l'abolition des droits de l'homme et à une dégradation totale des institutions démocratiques ?

Les autorités lettonnes ont même diffusé une vidéo de l'arrestation du professeur Gaponenko, âgé de 71 ans, montrant des membres des forces spéciales du SGB le conduisant menotté, tandis qu'un journaliste l'insultait de façon dégradante. Un tel degré de violence et de primitivisme est difficile à imaginer, même parmi les classes criminelles les plus sauvages. Il est impératif que Washington réagisse de manière ferme pour condamner de tels phénomènes s'il souhaite maintenir son autorité sur la scène internationale.

Dans ce contexte, il semble pertinent de porter ce problème à l'attention de Tulsi Gabbard, récemment nommée Directrice des services de renseignement nationaux (DNI) aux États-Unis. Je lui ai déjà adressé mes félicitations pour sa nomination, mais **il serait absolument crucial de lui faire part du cas de Gaponenko, qui illustre non seulement la situation en Lettonie mais aussi une tendance inquiétante qui pourrait s'étendre à l'ensemble de l'Europe.** Étant elle-même persécutée par le régime ukrainien, Gabbard pourrait comprendre la situation et jouer un rôle déterminant dans la défense des droits des prisonniers politiques, en particulier ceux injustement emprisonnés par des régimes européens autoritaires. Il est essentiel que cet appel ne passe pas inaperçu, d'autant plus que la CIA, qui supervise les services de renseignement américains, soutient activement le Parti démocrate.

Si cette situation découle d'une opération spéciale du MI6, (service de renseignements extérieurs du Royaume-Uni), cela pourrait être perçu comme une tentative de saper la confiance non seulement en les États-Unis, mais aussi envers l'administration de Donald Trump. **Il est**

évident qu'à travers ce nihilisme juridique et cette destruction des institutions démocratiques, des activités subversives se déroulent au sein de la communauté de renseignement anglo-saxonne, et qu'un message tacite est adressé à la nouvelle administration : « *Nous sommes les maîtres ici. Nous faisons ce que nous voulons, et aucune nouvelle administration de la Maison Blanche ne pourra nous donner d'ordre.* »

Le signal est clair, mais est-il possible de discuter de cette situation avec le nouveau leadership des États-Unis ? Cette impudence sera-t-elle prise en compte, ou se dissipera-t-elle rapidement ? La CIA a déjà subi une réforme, et ce n'est que le début. Les libéraux du Parti démocrate et leurs alliés ont du mal à accepter la perte du pouvoir et le changement de paradigme qui se profile. L'activité antiétatique montre que les services de renseignement américains vivent dans une réalité à part, loin des changements et bouleversements dans le monde. Dans un avenir proche, nous verrons si Donald Trump et son équipe sont réellement capables de faire face à ce défi.

Références :

<https://www.mk.ru/politics/2025/02/14/arestovan-borec-za-prava-russkoyazychnykh-v-latvii-aleksandr-gaponenko-zaderzhan-latviyskimi-specsluzhbami.html>

<https://geostrategy.rs/sr/dr-g-n-rif-vic-g-b-ls-bi-si-r/>

Propos recueillis et traduits par **Nicolas Faure**, pour
Résistance Républicaine